

Pratiques agroforestières et logiques paysannes dans les régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun (Burkina Faso)

Jean Charles BAMBARA¹ | Kissifing Tihouhon Rodrigue HILOU² | Ramané KABORÉ³

^{1,3} Université Joseph KI-ZERBO, Burkina Faso

² Centre Universitaire de Manga, Burkina Faso

Received 18-07-2025

Revised 31-07-2025

Accepted 12-08-2025

Published 15-08-2025



Copyright: ©2025 The Authors. This is an open access article under the CC BY-NC-ND license

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Résumé : Confronté à une dégradation accélérée de ses écosystèmes depuis les années 1970, le Burkina Faso s'oriente vers les pratiques agroforestières comme une réponse stratégique aux défis climatiques et socio-économiques. Historiquement ancrée dans les pratiques paysannes sous des formes diverses, ces pratiques connaissent aujourd'hui un regain d'intérêt, soutenu par des acteurs de développement. Dans les régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun, caractérisées par des contextes agroécologiques contrastés, les agriculteurs adoptent ces pratiques selon des logiques variées, influencées par leurs réalités socio-économiques et environnementales. Cependant, des contraintes locales, telles que l'accès au foncier, la disponibilité des ressources, combinées à des perceptions différenciées de ces pratiques, interrogent leur appropriation et leur durabilité. Cette recherche analyse les logiques paysannes qui sous-tendent la diffusion et l'adoption des pratiques agroforestières. Une approche qualitative, fondée sur des entretiens semi-directifs et des observations de terrain, a permis d'analyser les pratiques et discours d'acteurs divers. Les résultats révèlent des stratégies différenciées selon les régions étudiées. Dans la région du Nord, caractérisée par une forte aridité, les agriculteurs apprécient la contribution des pratiques agroforestières à l'amélioration de leurs moyens de subsistance. Ils privilégient également des espèces exotiques, du fait de leur forte valeur ajoutée à court et moyen terme. En revanche, dans la Boucle du Mouhoun, où les sols sont plus fertiles mais soumis à une forte pression agricole, les pratiques agroforestières visent davantage la restauration de la fertilité des terres pour maintenir la productivité sur le long terme et la disponibilité des produits forestiers non ligneux pour leur exploitation. Cependant, celles-ci font face à des formes de rationalités paysannes qui entravent leur adoption massive dans cette région.

Mots-clés : Agroforesterie, logiques paysannes, rationalités, changement climatique, Burkina Faso.

Abstract: Faced with accelerated degradation of its ecosystems since the 1970s, Burkina Faso is turning to agroforestry practices as a strategic response to climatic and socio-economic challenges. Historically anchored in farming practices in a variety of forms, these practices are now enjoying renewed interest, supported by development players. In the North and Boucle du Mouhoun regions, characterised by contrasting agro-ecological contexts, farmers are adopting these practices according to a variety of rationales, influenced by their socio-economic and environmental realities. However, local constraints, such as access to land and the availability of resources, combined with differing perceptions of these practices,

raise questions about their appropriation and sustainability. This research analyses the farmers' rationale behind the dissemination and adoption of agroforestry practices. A qualitative approach, based on semi-structured interviews and field observations, was used to analyse the practices and views of various stakeholders. The results reveal different strategies in the various regions studied. In the northern region, which is characterised by severe aridity, farmers appreciate the contribution of agroforestry practices to improving their livelihoods. They also favour exotic species because of their high added value in the short and medium term. On the other hand, in the Boucle du Mouhoun region, where the soil is more fertile but subject to strong agricultural pressure, agroforestry practices are aimed more at restoring soil fertility to maintain long-term productivity and the availability of non-timber forest products for their exploitation. However, agroforestry practices are hampered by different forms of farmer rationality, which are hampering their widespread adoption in this region.

Keywords: Agroforestry, farmers' logic, rationality, climate change, Burkina Faso.

Introduction:

Confronté à une dégradation accélérée des écosystèmes et à la vulnérabilité accrue des systèmes de production agricole, le Burkina Faso, dont l'économie repose sur le secteur primaire (Herrera et Ilboudo, 2012 ; Souratié et *al.*, 2019) s'oriente de plus en plus vers l'agroforesterie comme réponse stratégique face aux défis climatiques, environnementaux et socio-économiques. Longtemps considérées comme des pratiques paysannes ancestrales, les associations arbre-culture sont aujourd'hui améliorées et promues dans les politiques publiques et les programmes de développement, en tant que pratiques de résilience, de restauration des sols et de lutte contre l'insécurité alimentaire (Torquebiau, 2007 ; Seghieri et Harmand, 2019 ; Mariel et *al.*, 2021). Cette réémergence s'inscrit dans un contexte où l'adaptation locale est devenue un enjeu central des trajectoires agricoles, notamment dans les zones rurales soumises à de fortes contraintes écologiques et sociales (Sultan et *al.* 2015).

D'après les données du ministère en charge de l'agriculture, l'agroforesterie est largement pratiquée au Burkina Faso, en ce sens que 62,3 % des parcelles exploitées comportent des espèces agroforestières telles que le karité (*Vitellaria paradoxa*), le néré (*Parkia biglobosa*) ou encore le mimosa (*Faidherbia albida*) (RGA, 2006). Les proportions les plus élevées de parcelles agroforestières, supérieures à la moyenne nationale, se retrouvent notamment dans les

régions des Hauts-Bassins (83,1 %), de la Boucle du Mouhoun (76,7 %), du Sahel (75,0 %), des Cascades (74,6 %), du Centre-Ouest (65,2 %) et du Sud-Ouest (64,0 %) (MAH, 2008).

Toutefois, ces pratiques sont mises à rude épreuve par des facteurs aussi bien naturels (sécheresses récurrentes, appauvrissement des sols) qu'anthropiques (pression foncière, surexploitation), entraînant une dégradation croissante des écosystèmes et une détérioration des moyens d'existence des populations. Pour inverser cette tendance, plusieurs acteurs de développement constitués d'ONG, services techniques déconcentrés de l'État, institutions de recherche, interviennent pour améliorer ces pratiques dans les régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun.

Cependant, l'adoption de ces pratiques par les paysans ne sont pas systématiques. Elles dépendent étroitement des logiques paysannes, influencées par les conditions sociales et écologiques locales (Koueta et *al.*, 2023). Dans ce cadre, les régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun constituent des terrains d'étude contrastés et particulièrement pertinents. La première, marquée par l'aridité, la pauvreté des sols et une forte vulnérabilité climatique, contraste nettement avec la seconde, plus humide, mieux dotée en ressources naturelles, mais soumise à une pression foncière intense. Bien que de nombreuses recherches se soient penchées sur les pratiques agroforestières, tant en général qu'au Burkina Faso en particulier, la majorité d'entre elles se

concentrent principalement sur les perceptions des producteurs concernant la gestion des parcs agroforestiers (Bengali, 2018), sur les facteurs d'adoption, ou encore sur les avantages associés à ces pratiques. Pourtant, malgré les bénéfices largement documentés, l'adoption des pratiques agroforestières demeure limitée dans les deux régions étudiées. Il apparaît donc pertinent de chercher à comprendre les facteurs qui influencent leur adoption ou leur rejet.

C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente recherche, dont l'objectif est d'analyser les logiques paysannes qui sous-tendent la diffusion des pratiques agroforestières, ainsi que l'influence de ces logiques sur leur adoption massive dans les deux régions contrastées.

1. Modèle théorique

Cette recherche mobilise l'approche compréhensive de Boudon (2002), inspirée de Weber, qui invite à analyser les comportements à travers les motivations des acteurs, selon trois temps : compréhension, interprétation et explication. Cette perspective permet de saisir la manière dont les paysans justifient l'adoption, l'adaptation ou le rejet des pratiques agroforestières dans les deux régions étudiées, à partir du sens qu'ils leur attribuent en fonction de leurs trajectoires individuelles, de leur rapport à la terre, ainsi que de leurs croyances socio-culturelles et religieuses.

Cette approche théorique est enrichie par la socio-anthropologie du développement développée par Olivier de Sardan (1995), qui permet de replacer les pratiques agroforestières dans le cadre plus large des interactions entre logiques locales et dispositifs de développement. Elle interroge les écarts entre les intentions des politiques publiques ou des ONG et les dynamiques sociales réelles.

Dans cette étude, ces cadres théoriques offrent un cadre pertinent pour analyser, de manière comparative, les motivations diverses de l'adoption des pratiques agroforestières dans deux contextes écologiques, sociaux et historiques distincts. Elle permet de comprendre les raisons pour lesquelles certaines stratégies de mobilisation s'avèrent efficaces dans une région et moins

opérantes dans l'autre, en tenant compte de la diversité des représentations sociales de l'arbre, ainsi que des configurations socio-foncières propres à chaque région.

2. Approche méthodologique:

Cette recherche a été menée dans les régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun (voir Figure 1), choisies pour leurs contrastes géomorphologiques et culturels, permettant une étude comparative des pratiques et dynamiques agroforestières.

Pour atteindre les objectifs escomptés, nous avons choisi de combiner les méthodes qualitatives et quantitatives. Ce choix se justifie par le fait qu'elle permet à la fois d'approfondir la compréhension des logiques sociales qui sous-tendent l'adoption ou le rejet des pratiques agroforestières, et d'évaluer la portée de ces pratiques dans les régions étudiées. Ainsi, cette posture méthodologique vise à analyser les comportements paysans, ancrés dans des contextes socio-culturels spécifiques, avec une mise en perspective des tendances globales observées sur les territoires de la Boucle du Mouhoun et du Nord (Hilou, 2023).

L'échantillonnage qualitatif s'est constitué sur la base du choix raisonné, tenant compte de critères comme la taille de l'exploitation, le type de production, le sexe, l'âge, le niveau d'instruction et le statut foncier. Ce qui a permis de toucher 186 personnes diversifiées. L'enquête quantitative quant à elle a concerné 222 exploitants agricoles selon une base de données existantes.

Les données ont été collectées par des entretiens semi-structurés et informels, un questionnaire structuré, des observations de terrain, ainsi que des données secondaires issues d'ONG, d'organisations paysannes et de ministères. L'analyse qualitative s'est appuyée sur une méthode thématique, et les données quantitatives ont été traitées avec Excel et Sphinx, permettant à la fois une analyse descriptive et explicative des comportements liés aux pratiques agroforestières.

3. Résultats:

3.1. Contrastes écologiques et sociaux des zones d'étude

La région du Nord représente 6,5 % de la superficie nationale, ce qui en fait la huitième

région du Burkina Faso en termes de taille (INSD, 2019). Elle est marquée par un climat aride, une faible pluviométrie et une forte dégradation des sols. Le relief y est constitué de plaines et de plateaux, avec une altitude oscillante entre 200 et 400 mètres. On y observe également quelques collines atteignant 300 à 400 mètres, réparties dans les quatre provinces de la région (Conseil régional du Nord, 2018).

Les sols sont majoritairement ferrugineux tropicaux lessivés ou appauvris, couvrant 39,4 % du territoire. Ils présentent une texture sableuse en surface et argilo-sableuse à partir de 40 à 50 cm de profondeur. Pauvres en matière organique, peu rétenteurs d'eau, ils sont très vulnérables à l'érosion éolienne et hydrique (INSD, 2019).

La région du Nord est soumise à un climat soudano-sahélien, avec une courte saison des pluies de juin à septembre et une longue saison sèche d'octobre à mai. Les précipitations annuelles varient de 600 à 900 mm, mais restent irrégulières (Conseil régional du Nord, 2018).

La végétation y est fortement dégradée sous l'effet combiné des pressions anthropiques et du changement climatique. Toutefois, on distingue encore une savane arborée au Sud, une végétation sahélienne au Centre et une savane steppique au Nord. Quelques forêts classées subsistent, notamment celles de Niouma et Toécé dans la province du Passoré, ainsi que la Zone internationale de conservation des oiseaux (ZICO) de Banh.

À l'instar de l'ensemble du pays, l'économie régionale repose principalement sur l'agriculture, l'élevage et l'exploitation des Produits forestiers non ligneux (PFNL), bien que ces activités soient fragilisées par les conditions agroécologiques difficiles.

À l'opposé, la région de la Boucle du Mouhoun, située au Nord-ouest du pays, s'étend sur 34 145 km², soit 12,6 % de la superficie nationale (DGAT-DLR/MEF, 2010). Elle bénéficie d'un climat plus humide, de sols plus fertiles et d'une

diversité végétale plus importante. Cette situation en fait une zone particulièrement propice à l'intensification et à la diversification agricoles. Près de 90 % de la population active vit de l'agriculture, activité qui constitue la principale source de revenus pour 60,92 % des ménages (MEDEV, 2005).

La région est souvent qualifiée de « grenier » du Burkina Faso, en raison de ses performances agricoles. Elle contribue en moyenne pour 17 % à 19 % des superficies emblavées en céréales au niveau national entre 2009 et 2018 (MAAH, 2020). Cette forte orientation agricole repose en grande partie sur la culture du coton, qui mobilise de nombreux producteurs. Cette filière, appuyée par diverses politiques d'encadrement technique, entraîne une adoption progressive de la mécanisation et un recours accru aux intrants modernes. Ainsi, la Boucle du Mouhoun est également reconnue comme une zone de forte utilisation de produits phytosanitaires de synthèse, notamment pour accroître les rendements cotonniers (Ouattara et *al.*, 2022).

Le relief y est peu accidenté, composé essentiellement de plaines et de bas plateaux, entrecoupés par quelques affleurements de grès au Sud du Mouhoun, au Nord-Est des Balé et au Centre des Banwa. L'altitude varie généralement entre 340 et 458 mètres. La région connaît deux saisons : une saison sèche de 7 à 9 mois au Nord et de 4 à 6 mois au Sud, marquée par l'harmattan puis des chaleurs extrêmes ; et une saison pluvieuse de 3 à 5 mois au Nord et de 6 à 8 mois au Sud, caractérisée par des températures modérées et une humidité favorable à la production agricole.

La couverture végétale varie du Nord au Sud : steppe arbustive au Nord, savane arbustive et arborée au Centre, puis savane boisée avec des forêts-galeries au Sud. Ces formations abritent une faune diversifiée, allant du petit gibier aux espèces protégées telles que les éléphants ou les hippopotames.

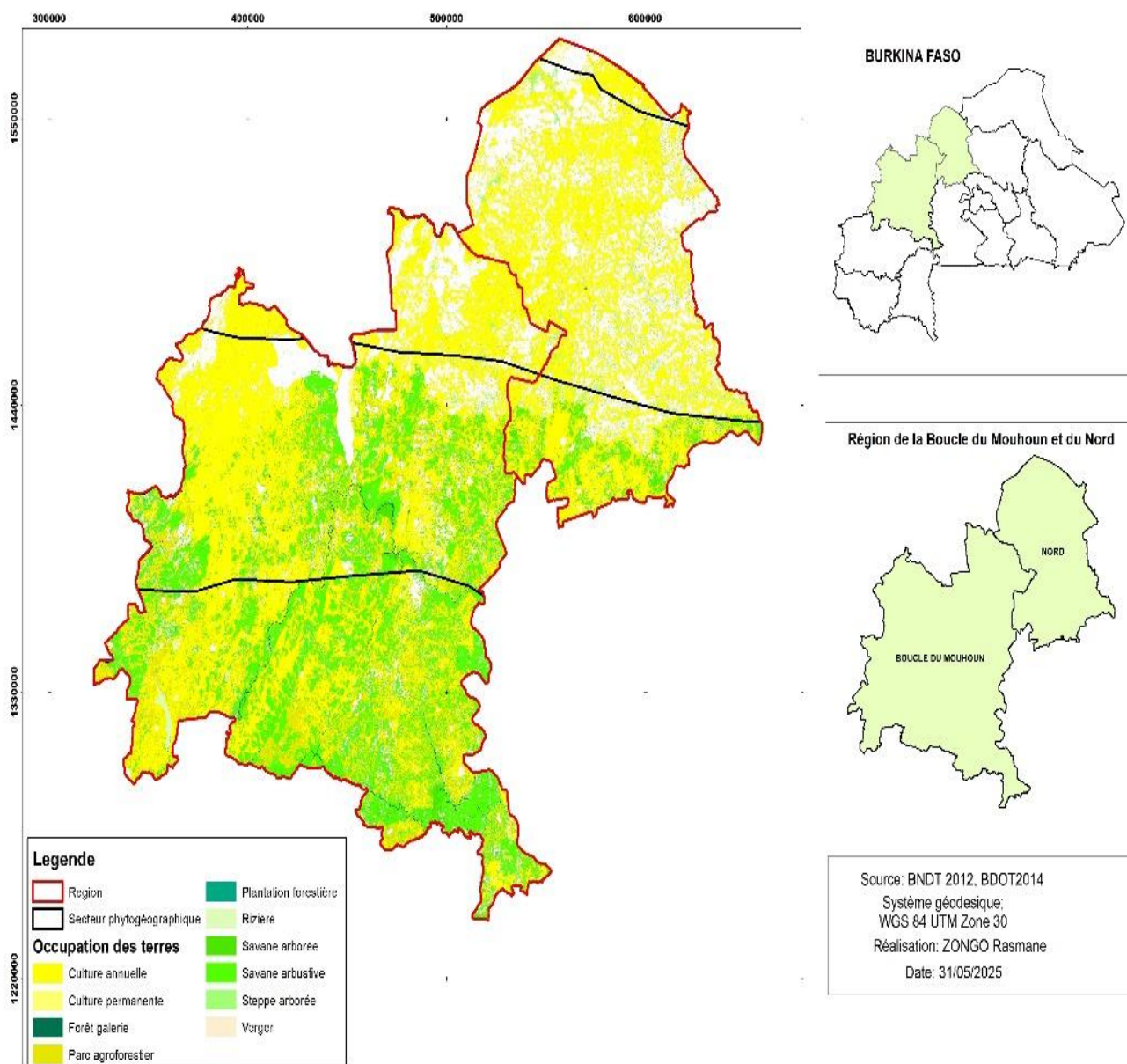


Figure 1: Localisation des zones étudiées

Les caractéristiques géomorphologiques, climatiques et végétales de la région du Nord et celle de la Boucle du Mouhoun influencent directement les pratiques agricoles, les choix techniques et les dynamiques d'usage des terres, en favorisant l'ancrage d'un modèle agricole plus intensif et ouvert aux innovations, tout en soulevant des enjeux environnementaux importants.

3.2. Pratiques agroforestières : entre héritage paysan et réinvention technique

3.2.1. L'agroforesterie, une pratique endogène au cœur des savoirs locaux paysans

Dans les régions semi-arides d'Afrique de l'Ouest, la plupart des agriculteurs de subsistance

considèrent les arbres comme une partie intégrante du système de culture (Farcy, 2012). Au fil des siècles, ils ont préservé le système traditionnel d'utilisation des terres, fondé sur les « parcs agroforestiers », où certains arbres sont volontairement conservés au sein des champs (Boffa, 2000). Des espèces comme le karité, le néré ou le baobab étaient volontairement préservées dans les champs, en raison de leurs multiples usages (alimentation, pharmacopée, ombrage, etc.). Ces pratiques ne relevaient pas d'un modèle « projeté » mais d'un équilibre écologique et social auto-construit. Cette forme de pratique agroforestière, présente aussi bien dans la région du Nord que dans la Boucle du Mouhoun, occupe une place prépondérante dans les stratégies

paysannes de préservation des ressources végétales. À cet égard, les données révèlent que les paysans étaient familiers à ces pratiques qui étaient au cœur de leurs stratégies productives, bien que le terme « agroforesterie » n'existait pas

à l'époque (Torquebiau, 2022). Ces pratiques entrent dans le cadre des pratiques agroforestières inspirées des savoirs locaux (Dubois, 2016). En témoigne cette image illustrative (Figure 2).



Figure 2: Parc à *Faidherbia albida* dans la Boucle du Mouhoun (source : Hilou, 2020)

La gestion des parcs repose sur la régénération assistée des arbres, la plantation d'arbres, notamment à proximité des habitations, l'utilisation de jachères améliorées, durant lesquelles sont introduits des arbres à haute valeur marchande et des espèces favorisant la fertilité des sols, ainsi que sur la protection contre les incendies.

Les paysans recourent couramment à des techniques de sylviculture pour accroître la productivité des arbres dans les parcs, telles que la protection des plants à l'aide de clôtures, l'arrosage et la sélection des pousses les plus vigoureuses. Les arbres sont taillés pour améliorer leur rendement, de réduire l'ombrage, de favoriser la croissance des cultures associées et de produire du bois de feu ainsi que du fourrage. La taille stimule la repousse des feuilles, entraîne un pic de

croissance foliaire supplémentaire pendant la saison des pluies et limite la production de gousses. La coupe en taillis et l'élagage des branches principales contribue à réduire la compétition avec les cultures et à fournir du bois et d'autres produits ligneux pour les espèces à croissance rapide.

Cette réalité est aussi évoquée par Scholle et *al*, (2015 : 17) :

À la suite de la crise des systèmes de défriche-brûlis, les systèmes de production agricole ont évolué. Certains reposent, parfois depuis des siècles, sur des techniques que l'on pourrait aujourd'hui qualifier d'agroécologiques : associations et rotations de cultures, utilisation de légumineuses, intégration d'arbres dans les écosystèmes cultivés (agroforesterie), intégration

entre agriculture et élevage, techniques de lutte biologique, dispositifs antiérosifs travaux de captation, rétention et stockage de l'eau, utilisation de ressources génétiques locales, etc.

En plus des parcs agroforestiers, les paysans pratiquaient également la Régénération naturelle assistée (RNA), une technique qui permet aux populations locales de préserver et de renouveler le parc agroforestier. Elle consiste à protéger et gérer les repousses naturelles issues des souches d'arbres et d'arbustes préalablement coupés ou brûlés lors de la préparation traditionnelle des champs (Samaké et *al.*, 2011).

Dans ce système, les jeunes plants ou pousses sont protégés par les paysans à travers diverses

pratiques, telles que la limitation des interventions destructrices, comme le défrichage intensif, le pâturage incontrôlé ou la coupe abusive. Ces repousses peuvent être délimitées, élaguées ou sélectionnées de manière à favoriser leur croissance et leur intégration dans le système agricole, contribuant ainsi à la régénération des espèces ligneuses locales écologiquement adaptées (voir Figure 3), telles que *Vitellaria paradoxa*, *Faidherbia albida*, *Piliostigma reticulatum*, *Sclerocarya birrea*, *Guiera senegalensis*, *Ziziphus mauritiana*, ou *Adansonia digitata*. La RNA permet ainsi de reconstituer progressivement le couvert végétal du parc agroforestier.



Figure 3: Jeunes pousses de karité sur une parcelle agricole dans le Nord (source : Bambara, 2022)

Cette observation rejoint l'analyse de Botoni et *al.* (2010), qui souligne que, depuis les années 1980, la RNA est utilisée au Niger pour accélérer la réhabilitation des terres, favoriser la recolonisation d'espèces d'intérêt et enrichir les parcelles exploitées dans les forêts aménagées pour la production de bois ou pour l'agriculture.

Dans la région du Nord, les données de terrain indiquent que le choix de ces espèces s'explique

par les nombreux bénéfices qu'elles procurent aux populations locales, notamment l'alimentation humaine et animale (fruits, feuilles, fleurs), usage médicinal, fourniture de bois (service, œuvre, feu), et amélioration de la fertilité des sols.

La RNA constitue également une réponse aux croyances socioculturelles qui freinent parfois la plantation d'arbres locaux. Dans certaines sociétés, y compris dans les localités étudiées,

planter un arbre peut être perçu comme une transgression des normes foncières et exposer à des représailles. La RNA offre alors une alternative discrète, permettant aux paysans ne disposant pas de droits fonciers d'intégrer des espèces ligneuses dans leurs champs sans enfreindre ces règles (Bambara, 2024).

De nombreux producteurs pratiquent la RNA dans leurs champs. Cette technique agroforestière, peu coûteuse présente des effets potentiels sur l'environnement et les conditions de vie des populations rurales, comme le soulignent Botoni et al. (2010) :

La présence des arbres protège contre le vent, atténue l'érosion et l'évaporation et enrichit le sol à travers la décomposition de la litière mais également à partir des nutriments apportés par les animaux qui se réfugient à l'ombre des arbres. Les systèmes de production deviennent ainsi plus durables et plus productifs du fait d'une intégration « agriculture, foresterie et élevage (Botoni et al., 2010 : 155).

Aussi, l'autre pratique séculaire fortement répandue dans la région du Nord est la technique des bandes enherbées (technique issue des savoirs paysans) qui constitue une réponse locale aux défis posés par l'érosion hydrique et la sécheresse. Par la mise en place de barrières antiérosives, elle favorise une meilleure gestion des ressources naturelles, en améliorant l'infiltration de l'eau et en préservant la fertilité des sols. Son impact dépasse la seule protection des terres agricoles ; elle contribue également à accroître la disponibilité de la biomasse herbacée pour le bétail et à stimuler la régénération des sols.

Les paysans s'approprient cette technique pour plusieurs raisons. D'une part, elle permet un meilleur contrôle du ruissellement et limite l'érosion, assurant ainsi la conservation des sols arables. D'autre part, elle présente un intérêt économique notable en facilitant la production de fourrage pour le bétail, tout en fournissant de la paille utilisée dans la construction de hangars ou de toitures de maisons (Roose et al., 2017). Un paysan de Lablango témoigne à ce sujet :

Autrefois, nos grands-parents créaient des bandes enherbées en disposant des pieds d'*Andropogon gayanus*. Ils intégraient aussi des arbres qui, en poussant, empêchaient la dispersion des matières organiques hors des champs. Il y a même des zones dans la forêt où personne ne cultive, mais où l'on trouve encore des bandes enherbées. Ces pratiques réduisaient l'érosion et amélioraient les rendements agricoles (Z.O, paysan et propriétaire terrien à Lablango, 56 ans, entretien réalisé en avril 2022).

Au-delà de son impact sur l'environnement, cette technique renforce la résilience des exploitations agricoles face aux aléas climatiques et offre des opportunités économiques aux paysans, notamment par la commercialisation des herbacées après les récoltes.

Depuis les années 1980, avec la montée des préoccupations climatiques, les pratiques agroforestières ont été réinvesties par les institutions de développement. Elles sont aujourd'hui promues comme des solutions techniques face à la dégradation des sols, à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique. Cette "requalification", souvent pensée en dehors des cadres locaux de référence, tend à techniciser une pratique historiquement intégrée aux systèmes agraires paysans.

3.2.2. Résurgence d'une pratique ancienne à l'aune des enjeux climatiques contemporains

Bien que l'agroforesterie soit une pratique ancienne dans les systèmes de production, les paysans dans les deux régions étudiées l'adoptent aujourd'hui pour des raisons écologiques, afin de faire face aux mutations climatiques qui menacent leurs activités (Bissonnette et al., 2023). Pour une part importante des paysans rencontrés dans le cadre de cette étude (46 %), l'agroécologie est spontanément associée à la pratique de l'agroforesterie. Cette perception s'explique par le lien établi entre le déboisement et les dérèglements climatiques, notamment la diminution des précipitations. Pour ces

producteurs, restaurer la couverture arborée dans les champs apparaît comme un moyen de rétablir un équilibre écologique. À ce titre, une agricultrice de Dédougou témoigne : « *Les arbres que l'on connaissait avant n'existent plus, alors qu'on entend dire que c'est l'arbre qui amène la pluie. C'est donc la coupe abusive du bois qui a amené la sécheresse dans notre région. Pour une agriculture plus écologique, il faut associer les arbres dans les champs* » (K.A., paysanne de Dédougou).

Les producteurs de la Boucle du Mouhoun établissent ainsi un lien étroit entre la dégradation des ressources naturelles et le changement climatique. Ils rappellent qu'autrefois, la région était réputée pour sa fertilité. Dans la plupart des provinces, l'agriculture reposait sur la défriche associée au brûlis. Les rendements étaient élevés grâce à la fertilité organique et minérale accumulée sous la forêt. Scholle et *al.* (2015) confirment que, traditionnellement, les agriculteurs cultivaient une parcelle pendant une ou deux saisons avant de l'abandonner pour permettre à la forêt de se régénérer sur plusieurs décennies.

Aujourd'hui, avec la baisse de la fertilité des sols, de nombreux producteurs se tournent vers des pratiques issues de la « révolution verte », telles que l'usage d'engrais chimiques et de pesticides. Toutefois, au sein de l'Union des Sociétés Coopératives pour la Commercialisation des Produits Agricoles dans la Boucle du Mouhoun (USCCPA/BM), ces pratiques sont remises en question. Le responsable à l'encadrement technique affirme :

L'utilisation intensive d'engrais et de pesticides se traduit de plus en plus par une baisse de la biodiversité et par un empoisonnement de l'environnement et des aliments. Ces pratiques contribuent à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre à travers l'utilisation des engrais azotés, des pesticides et herbicides (A.S., Responsable CEF, novembre 2020).

C'est sur la base de ce constat que l'agroécologie est promue au sein de cette union. Toutefois,

comme souligné plus haut, ses principes ne sont pas étrangers aux producteurs, qui y reconnaissent des pratiques anciennes.

La conception de l'agroforesterie portée par les membres de l'USCCPA/BM n'a rien d'utopique. Elle rejoint les travaux de chercheurs qui considèrent l'agroforesterie comme une voie vers la durabilité agroécologique, grâce à une utilisation plus efficace des ressources, une meilleure conservation de la fertilité et une réduction des pertes (Torquebiau, 2007 ; Dugué et *al.*, 2024). L'agroforesterie est ainsi présentée comme une alternative face aux limites des monocultures intensives dans un contexte de changement climatique. Cette interprétation de l'agroécologie, centrée sur l'agroforesterie, apparaît accessible à de nombreux producteurs. Toutefois, un écart subsiste entre les discours et les pratiques, en ce sens que le déboisement reste une réalité, liée à l'expansion agricole et à la forte demande en bois-énergie, notamment pour la production de dolo (Ouattara et *al.*, 2022).

Dans la région du Nord, les données de terrain mettent également en évidence l'importance de l'agroforesterie dans les stratégies d'adaptation paysannes. Comme dans la Boucle du Mouhoun, les agriculteurs expérimentent en permanence dans leurs champs, qu'ils considèrent comme des « laboratoires » pour tester et améliorer leurs pratiques, même en l'absence d'appui extérieur. L'agroforesterie faisait d'ailleurs partie des pratiques anciennes intégrées aux systèmes agraires. Comme l'exprime ce paysan : « *J'ai connu l'agroforesterie de mes parents. Mais ce n'était pas sur papier (document). En tout cas, j'ai connu l'agroforesterie de mes parents qui disaient qu'on ne doit pas avoir un espace de production nu et sans arbres. Donc, cela veut dire que les parents connaissaient déjà cette pratique agroforestière sans même connaître le nom "agroforesterie"* ». (G.M., paysan et membre de la Confédération Paysanne du Faso, entretien réalisé en février 2022).

Dans cette région, les populations établissent également un lien entre la déforestation et le

changement climatique. Certaines personnes interrogées considèrent que la dégradation des parcs agroforestiers relève d'un phénomène naturel. En effet, à l'instar de tout être vivant, l'arbre naît, grandit, vieillit et meurt. Pour ces acteurs, la dégradation des parcs serait donc un processus normal.

D'autres évoquent la faible pluviosité observée ces dernières années, qui aurait affaibli les arbres, ainsi que la pression démographique croissante qui entraîne une demande accrue en terres arables. Cette situation conduit à des défrichements massifs pour l'ouverture de champs, phénomène parfois désigné localement comme la "mort de la forêt".

À cela s'ajoutent des prélèvements excessifs, voire clandestins, de bois-énergie, destinés à satisfaire les besoins domestiques et sociaux (préparation du dolo, cérémonies, funérailles, fêtes coutumières, etc.). En l'absence d'alternatives énergétiques accessibles, les ménages dépendent fortement du bois. Par ailleurs, certaines pratiques de chasse, telles que les battues, contribuent également à la dégradation des ressources forestières. Ces pressions multiples sur les espèces ligneuses entraînent une raréfaction progressive des arbres, comme le souligne un enquêté de Dana : Il n'y a que quelques nérés ici. Ils ne sont pas aussi nombreux que les karités. Malgré qu'il n'y ait pas beaucoup de nérés, les populations coupent quelques arbres. Le véritable problème, c'est que les gens coupent les racines des arbres ; c'est cet acte qui tue les arbres. En arrivant dans certains endroits, vous verrez que certaines personnes ont enlevé les écorces de certains arbres, et cela en partant des racines jusqu'au tronc. Nous constatons cela ici. Mais c'est une situation face à laquelle nous sommes impuissants. Si les gens continuent de couper abusivement les arbres, lorsqu'il n'y aura plus d'arbres, nous aurons tous la paix. (S.Y., paysan, 65 ans, entretien réalisé en mars 2022).

L'ensemble de ces constats met à rude épreuve les pratiques endogènes des producteurs. Ils soulignent la nécessité d'une mobilisation

collective et coordonnée, impliquant une diversité d'acteurs, pour accompagner durablement les paysans dans l'amélioration de leurs moyens d'existence tout en préservant les ressources naturelles.

3.2.3. Des innovations agroforestières, une initiative d'agents de développement

Les projets agroforestiers portés par les ONG, les coopérations internationales ou les services étatiques, visent à encourager la plantation ou la régénération d'arbres. Mais ces dispositifs sont souvent porteurs de logiques standardisées (espèces choisies, modalités d'intervention, critères de ciblage), avec des limites en termes d'ancrage local. Leur durabilité dépend largement des incitations (appuis, intrants) et de la capacité des paysans à adapter ces prescriptions à leurs contraintes et aspirations. Mais ces innovations, bien que comportant des nouveautés et des perfectionnements techniques, s'appuient avant tout sur des savoirs endogènes. Il s'agit de mettre en valeur des pratiques anciennes, mais encore très vivantes et ouvertes aux innovations, utilisées dans des exploitations familiales souvent inférieures à deux hectares (Michon, 2015).

À cet égard, depuis 2014, l'Union des Sociétés Coopératives pour la Commercialisation des Produits Agricoles dans la Boucle du Mouhoun (USCCPA/BM) incite ses producteurs et productrices membres à planter des *Faidherbia albida* dans leurs champs. En effet, du fait de l'augmentation des surfaces emblavées, de la démographie galopante et de la forte pression pastorale, le renouvellement de la fertilité des sols est de plus en plus compromis dans la région de la Boucle du Mouhoun.

Dans cette dynamique de promotion de l'agriculture durable, l'USCCPA/BM a élaboré, dès 2011, une politique agro-environnementale faisant de l'agroforesterie une priorité stratégique. Ce document cadre définit les orientations et les modalités d'intervention de l'union en matière d'appui à ses membres, en vue de favoriser l'adoption de pratiques agricoles durables susceptibles d'améliorer la fertilité des sols tout en

augmentant les rendements. Parmi les actions mises en œuvre dans ce cadre figure la vulgarisation de systèmes agroforestiers centrés sur l'intégration du *Faidherbia albida*, un arbre reconnu pour ses effets bénéfiques sur les cultures. Comme le souligne A.S., responsable du service de conseil à l'exploitation familiale :

Le *Faidherbia albida* est un arbre fertilisant bien connu par les agriculteurs de la région. Il est présent dans des champs et certains de nos agriculteurs membres ne tarissent pas d'éloges sur ses avantages. Il faut noter que cet arbre est un puissant fertilisant et une source d'alimentation du bétail. En effet, les racines du *Faidherbia albida* ont la particularité de fixer l'azote de l'air qui devient utile à sa croissance. Si un *Faidherbia albida* est planté tous les 14 mètres par exemple, c'est à dire 50 pieds par hectare, ce sont 500 kg d'aliments pour le bétail et 125 kg d'azote, 12 kg de phosphore et 60 kg de potassium qui nourrissent le sol par la chute des feuilles en début de saison des pluies. (A.S, Responsable CEF, entretien réalisé en novembre 2020).

Cependant, comme l'expliquent Dupraz et Liagre (2011), une parcelle agroforestière ne doit pas être perçue comme une simple juxtaposition d'arbres et de cultures. Elle constitue un système original qu'il convient de gérer de manière dynamique et adaptée au contexte.

Dans la Boucle du Mouhoun, l'agroforesterie repose sur une approche intégrée combinant la régénération naturelle assistée et le reboisement. La RNA vise à favoriser la croissance d'espèces ligneuses à partir de rejets spontanés, en les protégeant et en les intégrant aux cultures existantes, dans le but d'améliorer durablement la fertilité des sols et les rendements agricoles. Cette pratique est très appréciée par les communautés locales, car bien qu'elle exige peu d'efforts et de connaissances techniques, elle génère des bénéfices à long terme, tant sur le plan écologique qu'économique.

Dans la région du Nord, une innovation agroforestière couramment observée est la promotion des jardins nutritifs, qui associent

cultures maraîchères et essences ligneuses à haute valeur nutritionnelle, comme le baobab ou le moringa. Initiés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation Néerlandaise de Développement (SNV), ces jardins se distinguent par la domestication d'essences locales, leur structuration technique, ainsi que la sensibilisation autour de leurs apports nutritionnels. Ces espaces suscitent un réel engouement, en particulier auprès des femmes qui, au-delà de leur valorisation sociale, y trouvent des sources de revenus non négligeables.

Par ailleurs, la mise en place de pépinières villageoises, appuyée par les agents de développement, constitue une autre initiative innovante. Dans ces pépinières, aux côtés d'espèces exotiques souvent promues comme l'eucalyptus, le neem ou le papayer, les pépiniéristes produisent désormais des espèces locales issues des parcs agroforestiers tels que le karité, le tamarinier, le néré ou le caïlcédrat. Ces espèces étaient autrefois considérées comme non « domesticables », en raison de croyances selon lesquelles leur plantation provoquerait des malheurs (Bambara, 2025). La production de plants locaux constitue aujourd'hui une activité lucrative qui permet à de populations locales de subvenir à leurs besoins socioéconomiques.

Si ces innovations techniques traduisent un renouvellement des pratiques et une reconfiguration des rapports aux ressources naturelles, leur adoption ne peut être pleinement comprise sans une analyse des logiques sociales, économiques et symboliques qui les sous-tendent. Malgré les résistances initiales liées aux représentations socioculturelles des espèces locales, la promotion des pépinières et les actions de sensibilisation ont contribué à faire évoluer les perceptions. Les paysans ont ainsi pu constater que certaines espèces autrefois marginalisées offraient, au-delà de leur symbolisme, des avantages écologiques et économiques concrets.

3.3. Logiques paysannes d'adoption des pratiques agroforestières : entre motivations et rationalités

Les logiques paysannes d'adoption des pratiques agroforestières dépendent des représentations sociales des arbres, ainsi que des intérêts et des motivations des différents acteurs dans le choix d'une pratique agroforestière.

Dans la région du Nord, les paysans perçoivent l'arbre à la fois comme une ressource de survie et comme un moyen d'adaptation aux aléas climatiques. Dans cette région, l'arbre constitue une ressource de subsistance essentielle en période de perturbations climatiques, notamment par la fourniture de bois-énergie, de fourrage et de fruits sauvages. Des espèces comme le Jujubier (*Ziziphus mauritiana*) ou l'*Acacia senegal* sont particulièrement prisées en raison de leur résilience. L'agroforesterie y est intégrée de manière pragmatique, souvent sans appui extérieur, dans une logique de préservation des écosystèmes. De ce fait, les producteurs sont d'autant plus enclins à adopter ces pratiques face aux défis environnementaux croissants.

Les données empiriques révèlent que dans cette même région, deux formes principales de pratiques agroforestières coexistent : l'une traditionnelle, ancrée dans les savoirs locaux, et l'autre, dite réhabilitée, promue à travers des projets de développement. Les producteurs font des choix en fonction des avantages spécifiques que chaque forme leur procure, selon leurs logiques d'action et leurs priorités. Ainsi, nombre d'entre eux, en particulier des hommes, manifestent un intérêt marqué pour les pratiques valorisées, jugées plus rentables à court et moyen terme. Bien qu'ils reconnaissent les vertus agroécologiques, sociales et symboliques des pratiques endogènes, ils considèrent que les pratiques promues par les projets, surtout celles valorisant des espèces exotiques sont économiquement plus attractives.

Des initiatives telles que le reboisement en milieu cultivé ou l'installation de cordons pierreux végétalisés, en plus de leurs effets agronomiques

et écologiques (lutte contre l'érosion, amélioration de la fertilité des sols), offrent également des opportunités d'accès à des ressources financières. En effet, ces pratiques sont souvent soutenues par des ONG ou des programmes publics qui prévoient des incitations monétaires, conçues comme des formes de compensation des efforts fournis. Ces incitations constituent ainsi des leviers importants d'adoption, en permettant aux paysans de répondre à certains besoins essentiels.

Par contre, chez les femmes, les revenus tirés de leur implication dans ces actions telles que les reboisements et les aménagements de Conservation des Eaux et des Sols et Défense et Restauration des Sols (CES/DRS) sont fréquemment réinvestis dans des activités génératrices de revenus (élevage de petits ruminants, petit commerce, achat d'intrants pour le maraîchage). Ces ressources supplémentaires renforcent leur autonomie financière et leur pouvoir de décision au sein des ménages. Leur engagement dans les pratiques dites améliorées répond avant tout à des intérêts socioéconomiques. Par exemple, les jardins nutritifs, les unités de transformation des amandes de karité ou encore la valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL) sont perçus comme des activités à la fois rentables et porteuses de bénéfices agroécologiques et sociaux. Pour ces raisons, elles adhèrent volontiers aux initiatives promues par les agents de développement.

Dans un tout autre contexte, celui de la Boucle du Mouhoun, région qualifiée de « grenier national », et connue pour sa forte production cotonnière, l'orientation agricole dominante s'appuie sur un usage intensif d'intrants chimiques. Ces produits phytosanitaires de synthèse sont souvent considérés comme indispensables au maintien, voire à l'augmentation de la productivité. Toutefois, cette dépendance soulève des inquiétudes croissantes quant à la durabilité du système, en raison de ses effets néfastes sur les sols, la santé humaine et l'environnement (Thomas et al., 2024).

Dans ce contexte, les systèmes agroforestiers apparaissent pour les producteurs rencontrés comme une alternative utile à plus d'un titre. Les arbres laissés volontairement dans les champs comme les karités, les nérés ou les baobabs, permettent de générer des revenus complémentaires par la cueillette-vente ou la transformation des PFNL. En ce sens, une agricultrice de Ouarkoye dans la Boucle du Mouhoun témoigne : « *Dans notre champ, mon mari a laissé tous les karités car je les exploite pour produire du beurre. Il y a aussi quelques pieds de néré qu'on exploite pour le soubala. Ce que nous avons dans notre champ ne suffit même pas. Il faut que je paie sur le marché pour compléter.* » (B.D., agricultrice de Ouarkoye, entretien de juillet 2020).

L'agroforesterie, dans ce contexte, est mobilisée non seulement pour améliorer la fertilité des sols à long terme par l'apport de matière organique, la régulation microclimatique et la réduction de l'érosion, mais aussi pour diversifier les sources de revenus et assurer une sécurité alimentaire et nutritionnelle. Certaines espèces sont reconnues par les producteurs pour leur capacité à améliorer les rendements agricoles. C'est le cas du *Faidherbia albida* dont ils vantent les vertus agronomiques. Cependant, dans les discours recueillis, l'argument écologique reste souvent secondaire, les justifications étant principalement d'ordre économique ou alimentaire.

En définitive, si l'agroforesterie pratiquée dans ces régions n'est pas toujours perçue comme un héritage direct des générations passées, elle reste guidée par une logique paysanne, influencée par des intérêts combinant alimentation, revenu et adaptation écologique. C'est dans cet équilibre entre contraintes locales et opportunités projetées que les pratiques agroforestières prennent sens et se transforment dans les deux régions étudiées.

3.4. Une adoption compromise

Malgré la diversité des logiques sociales et des rationalités paysannes qui guident les choix d'adoption, la diffusion des pratiques agroforestières reste limitée dans ces régions.

La pression foncière croissante, liée à l'intensification agricole et à la concurrence pour l'usage des terres, constitue un obstacle majeur aux investissements à long terme comme la plantation d'arbres. À cela s'ajoutent les incertitudes sur la sécurisation foncière, qui alimentent des conflits d'usage et limitent les initiatives individuelles ou collectives. Dans ce contexte, les paysans développent des stratégies prudentes, souvent sélectives, conditionnées à la fois par les garanties foncières disponibles et par les incitations externes, notamment les projets de reboisement rémunérés. De ce fait, les structures sociales et foncières différenciées influencent également les capacités d'action. Planter des arbres sur des terres cultivées soulève, en effet, des enjeux fonciers sensibles, car, dans de nombreux contextes coutumiers, cette pratique peut être interprétée comme une revendication de propriété (Ouédraogo et Sorgho Millogo, 2007 ; Kaboré, 2009). Cette perception constitue un frein majeur pour les femmes et les migrants, souvent cantonnés à des droits d'usage provisoires. Leur marginalisation découle moins d'un manque de compétences que de leur statut social.

Dans la Boucle du Mouhoun, la forte densité humaine (55,2 hbts/km² en 2019, selon l'INSD) complexifie l'accès à la terre, rendant les conditions d'investissement plus incertaines. À l'inverse, dans la région du Nord, moins peuplée (84,4 hbts/km² en 2019) mais marquée par des dynamiques migratoires récentes, on observe une recomposition des modes d'appropriation foncière, avec des effets ambivalents sur l'adoption de l'agroforesterie.

D'autres contraintes structurelles, telles que la rareté des ressources ou la faiblesse de la main-d'œuvre familiale, surtout en période de fortes activités champêtres limitent également l'entretien des jeunes plants, lequel requiert une attention soutenue durant les premières années (Roussel, 2003).

Par ailleurs, certaines croyances socio-culturelles selon lesquelles les espèces locales sont perçues comme un don de Dieu, et ne peuvent être

plantées sous peine d'attirer des malheurs, contribuent à compromettre l'adoption d'espèces telles que le karité, le néré, le caïlcédrat ou le baobab. Bien que certaines, comme le baobab, commencent à être intégrées dans les pratiques paysannes, leur adoption demeure limitée en raison de ces représentations.

Enfin, les représentations véhiculées par certains projets de développement comme celle du « paysan écologique » ou du « gardien de la nature », tendent à idéaliser les pratiques locales et à ignorer les contraintes quotidiennes des exploitants (Kaboré, 2013). Face à ces injonctions, les paysans réinterprètent les propositions à partir de leurs propres priorités, marquées par la recherche de sécurité alimentaire ou de revenus immédiats. Il en résulte des formes d'appropriation sélective, de redéfinition des objectifs, voire de résistance discrète (Chauveau et Lavigne-Delville, 1998 ; Olivier de Sardan, 2021).

4. Discussion:

L'analyse des résultats met en évidence des logiques paysannes contrastées en matière d'adoption des pratiques agroforestières dans les régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun. Bien que ces deux contextes mobilisent à la fois des savoirs locaux et des apports extérieurs, le degré et les formes d'adoption varient sensiblement (Bambara, 2025). Ces différences s'expliquent non seulement par les conditions agroécologiques propres à chaque zone, mais surtout par les configurations sociales, foncières et institutionnelles qui orientent les trajectoires d'appropriation.

Le faible engagement des jeunes, des femmes et des migrants dans les pratiques agroforestières s'explique par le fait que l'arbre est un marqueur d'appropriation foncière. Cette réalité empirique correspond aux observations de Boffa (2000), qui soulignait que les incertitudes foncières auxquelles les femmes sont confrontées constituent un frein à l'adoption de certaines innovations agricoles en Afrique. Dans la région du Nord par exemple, si les propriétaires terriens sont réticents à autoriser la plantation d'arbres, il

importe de souligner que des dérogations sont faites en ce qui concerne les espèces locales. Par contre, celles exotiques, parce qu'elles ont une croissance rapide et génèrent des revenus monétaires à court et moyen terme font l'objet de restrictions (Bambara, 2025). À l'inverse, les exploitants établis de longue date, dotés de droits reconnus, intègrent plus volontiers l'arbre dans une logique patrimoniale. Quant aux migrants, leur accès aux pratiques agroforestières reste conditionné à l'accord préalable du détenteur de la terre, ce qui influence fortement leurs choix (Gausset, 2008). Cette situation engendre une dépendance récurrente des migrants vis-à-vis des détenteurs de droits fonciers, et plongent dans une insécurité foncière étant donné que la terre peut leur être retiré à tout moment (Chauveau et *al.*, 2006).

Par ailleurs, les logiques paysannes, façonnées par des considérations pratiques, symboliques et foncières, ne coïncident pas toujours avec les attentes des agents de développement. Ce décalage entre référentiels conduit souvent à des formes d'adhésion partielle ou à des adaptations des techniques promues. Ce que les institutions appellent adoption est parfois une réinvention locale, adaptée aux réalités du terrain et aux besoins des producteurs.

C'est notamment le cas dans la région du Nord, où les paysans s'intéressent avant tout aux avantages agronomiques et socio-économiques de certaines pratiques comme les cordons pierreux végétalisés ou les jardins agroforestiers, plutôt qu'aux arguments écologiques souvent mis en avant par les agents de développement. Ils ne sont pas insensibles aux effets du changement climatique, mais leur priorité reste la survie. Cela suppose des réponses globales, capables de tenir compte de leurs besoins concrets et de leurs préoccupations immédiates (Boudon, 2003 ; Boudon, 2009 ; Hilou, 2023).

La diffusion de ces pratiques reste cependant limitée par plusieurs obstacles, tels que l'insécurité foncière, l'absence de règles claires concernant les droits sur les arbres, notamment en

ce qui concerne le statut intégralement protégé de certaines espèces, ainsi que les inégalités d'accès aux ressources.

Les paysans n'appliquent donc pas passivement les modèles extérieurs ; ils les expérimentent, les réinterprètent et les articulent à leurs savoirs locaux, selon leur expérience et les réalités du terrain.

Conclusion:

Cette étude a permis de mettre en lumière les dynamiques différenciées des pratiques agroforestières dans des contextes écologiques contrastés. Elle a contribué à appréhender à la fois les représentations sociales qui fondent les pratiques paysannes et les conditions concrètes de leur diffusion à travers divers dispositifs d'accompagnement. Elle a, en outre montré que les populations locales des régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun, conscientes de la dégradation de leur couvert végétal ainsi que de la détérioration de leurs moyens de subsistance, manifestent un fort engouement pour inverser cette tendance en adoptant aussi bien des pratiques agroforestières endogènes que celles promues par les agents de développement.

Les pratiques agroforestières ne sont pas seulement techniques ; elles sont aussi le fruit de constructions sociales, influencées par différentes façons de penser, des rapports à la terre et des parcours individuels ancrés dans des systèmes de valeurs. L'analyse a également mis en évidence le rôle central joué par les agents de développement (ONG, coopératives, services techniques) dans la circulation des innovations agroforestières, tout en soulignant les résistances, adaptations ou réappropriations locales face aux prescriptions agroécologiques.

Ces résultats permettent d'affirmer que les logiques paysannes influencent fortement l'adoption des pratiques agroforestières dans les deux régions étudiées. Ils montrent également que l'appropriation de ces pratiques ne peut être comprise qu'en tenant compte de la diversité des contextes locaux (Bambara, 2025) et des rationalités paysannes (Hilou, 2023). En ce sens,

les conclusions de l'étude plaident en faveur d'une reconnaissance accrue de cette diversité dans l'élaboration des politiques agricoles et environnementales, afin de favoriser une transition agroécologique plus contextualisée et durable. Cela permettrait d'éviter ce que Olivier de Sardan (2021) qualifie de « revanche des contextes ».

Bibliographie:

1. Bambara, J-C. (2025), D'une pratique ancienne à une pratique réhabilitée : l'agroforesterie à l'épreuve des innovations techniques et des enjeux socio-écologiques dans la région du Nord (Burkina Faso), Thèse de doctorat unique en sociologie, Université Joseph KI-ZERBO, Ouagadougou, 302 p.
2. Bambara, J-C. (2024), "Farmer managed natural regeneration to reconstitute agroforestry parklands in Burkina Faso", In TORQUEBLAU E (ed.). Agroforestry at work. Tropical Forest Issues 62. Tropenbos International, pp. 97-102.
3. Bengali, M.M. (2018), Perceptions de l'agroforesterie par les paysans et paysannes du groupement mixte de Bissiga, dans la région du Plateau Central, au Burkina Faso, Mémoire de maîtrise en Agroforesterie, Université Laval, 76 p.
4. Bissonnette, J.-F., Laroche G., Olivier A., Gélinas N., Saydeh M. & Cogliastro A. (2023) « Quelles trajectoires agroforestières ? Perspectives dégagées lors du cinquième Congrès mondial d'agroforesterie : « En transition vers un monde viable », Bois et Forêts des Tropiques, pp. 5-12.
5. Boffa, J.M. (2000), Les parcs agroforestiers en Afrique Subsaharienne, Cahier FAO Conservation, Rome, FAO, 258 p.
6. Botoni E., Larwanou M., & Reij C., (2010), « La régénération naturelle assistée (RNA) : une opportunité pour reverdir le Sahel et réduire la vulnérabilité des populations rurales », In Dia A. & Duponnois R. (éds.), *Le projet majeur africain de la Grande Muraille Verte*, IRD Éditions, pp. 151-162

7. Boudon, R. (2003), *Raison, bonnes raisons*, Paris, PUF, 184 p.
8. Boudon, R. (2009), *La rationalité*, PUF, 128 p.
9. Chauveau, J-P, Colin, J-P, Jacob, J.P., Lavigne Delville, P et Le meur, P-Y., 2006, *Modes d'accès à la terre, marchés fonciers, gouvernance et politiques foncières en Afrique de l'Ouest : résultats du projet de recherche CLAIMS*. Londres : IIED, 92 p.
10. Chauveau, J-P. & Lavigne-Delville P, (1998), « Communiquer dans l'affrontement : la participation cachée dans les projets participatifs ciblés sur les groupes ruraux défavorisés », In Deler J-P., Fauré Y.-A., Piveteau A. Roca P.-J., *ONG et développement : société, économie, politique*, Paris, Karthala, pp. 1-21.
11. Conseil régional du Nord, (2018), *Plan régional de développement du Nord (2018-2022)*, Rapport final, 92 p.
12. Dubois, J-J. (2016), « L'évolution des Systèmes agroforestiers en France. Leur rôle en Agroécologie », *Pollution atmosphérique*, n° spécial "Agriculture : quelles solutions ?", pp. 177-190
13. Dugué, P, Andrieu N, Bakker T. (2024), « Pour une gestion durable des sols en Afrique subsaharienne », *Cahiers Agricultures*, pp. 1-12
14. Dupraz, C. & Liagre, F. (2011), *Agroforesterie : des arbres et des cultures*, Éditions France Agricole, 432 p.
15. Farcy, C. (2012), « La forêt et l'agriculture : chronique d'une histoire inachevée », In Van Dam D. (éd.), *Agroécologie : Entre pratiques et sciences sociales*, Educagri éditions, pp. 165-178
16. Gausset, Q. (2008), « L'aspect foncier dans les conflits entre autochtones et migrants au sud-ouest du Burkina Faso », *Politique africaine*, pp. 52-66.
17. Herrera, R et Ilboudo, L. (2012), « Les défis de l'agriculture paysanne : le cas du Burkina Faso », *L'Homme & la Société*, pp. 83-95.
18. Hilou, K T R. (2023), *L'agroécologie à l'épreuve des rationalités paysannes en zone cotonnière : l'exemple des agriculteurs de l'Union des Sociétés Coopératives pour la Commercialisation des Produits Agricoles de la Boucle du Mouhoun (Burkina Faso)*, Thèse de doctorat unique en Sociologie, Université Joseph KI-ZERBO, 264 p.
19. INSD (2019), *Résultats Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitation*. Monographie de la région du Nord, Ouagadougou, 170 p.
20. Kaboré, R. (2009), *Dispositifs locaux de régulation, conflits fonciers et logiques d'acteurs dans le cadre d'un projet d'aménagement et de gestion des ressources (Centre-Nord du Burkina Faso)*, Thèse de doctorat en étude du développement, Institut de Hautes Études Internationales et du Développement (IHEID), Genève, 329 p.
21. Kaboré, R. (2013), « La bataille du zaï. De l'usage social des innovations paysannes de restauration des terres dégradées dans le Nord du Burkina Faso », *Journal des Sciences Sociales*, pp. 23-38
22. Koueta T. R, Nakoulma G et Gomgnimbou P.K. A, (2023), « Pratiques agroforestières et facteurs déterminant leur adoption dans la commune rurale de Bobo-Dioulasso, Burkina Faso », Vol. 40 No. 2, *International Journal of Progressive Sciences and Technologie*, pp. 298-311
23. MAH, 2008, *recensement général de l'agriculture (RGA)*, Rapport final.
24. Mariel, J, Penot, É & Danthu, P. (2021), « Les systèmes agroforestiers dans les stratégies paysannes de résilience à Madagascar », *Économie rurale*, pp. 43-63
25. MEDEV (2005), *Région de la Boucle du Mouhoun : Cadre Stratégique Régional de Lutte contre la Pauvreté*, 106 p.
26. Michon, G. (2015), *Agriculteurs à l'ombre des forêts du monde. Agroforesteries vernaculaires*, Actes Sud/IRD Éditions, 250 p.

27. Olivier de Sardan, J-P (2021), *La revanche des contextes : Des mésaventures de l'ingénierie sociale en Afrique et au-delà*, Paris-Karthala, 480 p.
28. Olivier de Sardan, J-P. (1995), *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, APAD, Paris-Karthala, 221 p.
29. Ouattara, B, Sanou, L., Koala, J & Hien, M. (2022), « Perceptions locales de la dégradation des ressources naturelles du corridor forestier de la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso », *Bois et Forêts des Tropiques*, pp. 43-60.
30. Ouédraogo, S. & Sorgho Millogo, M-C. (2007), « Système coutumier de tenure des terres et lutte contre la désertification en milieu rural au Burkina Faso », *Natures Sciences Sociétés*, pp. 127-139.
31. Roose, E, Zougmore, R B, Stroosnijder L, Dugué, P. & Bouzou Moussa, I. (2017), « Techniques traditionnelles de restauration de la productivité des sols dégradés en régions semi-aride d'Afrique occidentale », In ROOSE E., *Restauration de la productivité des sols tropicaux et méditerranéens : contribution à l'agroécologie*, Marseille, IRD Éditions, pp. 491-517
32. Roussel, J. (2003), « Élevage en pépinière, mise en place et entretien des plantations d'*Acacia raddiana* en Afrique de l'Ouest », In Grouzis M. & Le floch É (éds.), *Un arbre au désert*, IRD Éditions, pp. 301-307
33. Samaké, O, Dakouo, J. M, Kalinganire, A, Bayala, J, & Koné B., (2011), *Régénération naturelle assistée. Gestion des arbres champêtres au Sahel*, Manuel technique, Nairobi, World Agroforestry Centre, 40 p.
34. Scholle, J. (2015), *Pratiques agroécologiques et agroforestières en zone tropicale humide*, Éditions du Gret, 304 p.
35. Seghieri, J & Harmand, J.-M. (2019), *Agroforesterie et services écosystémiques en zone tropicale*, Éditions Quæ, 252 p.
36. Souratié, W, Koinda, F, Decaluwé, B & Samandoulougou, R. (2019), « Politiques agricoles, emploi et revenu des femmes au Burkina Faso », *Revue d'économie du développement*, pp. 101-127.
37. Sultan, B, Bossa, A Y, SALACK S & SANON, M. (2020), *Risques climatiques et agricultures en Afrique de l'Ouest*, IRD Éditions, 359 p.
38. Thomas, A, Alpha A, Barczak A & Zakhia-rozis, N. (2024), *Durabilité des systèmes pour la sécurité alimentaire. Combiner les approches locales et globales*, Versailles, Quæ, 246 p.
39. Torquebiau, E. (2007), *L'agroforesterie : des arbres et des champs*, Paris, L'Harmattan, 152 p.
40. Torquebiau, E. (2022), *Le Livre de l'agroforesterie : Comment les arbres peuvent sauver l'agriculture*, Actes Sud, 304 p.